

Démocratie de façade au Honduras

Ismael Moreno Coto

Number 764, April–May 2013

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/68922ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Moreno Coto, I. (2013). Démocratie de façade au Honduras. *Relations*, (764), 30–31.



Démocratie de façade au Honduras

Le pays est en crise depuis le coup d'État de 2009. Indifférentes au sort de la population, les élites oligarchiques font de la démocratie une mascarade, et de l'impunité leur bouclier.

ISMAEL MORENO COTO

L'auteur est directeur de la Radio Progreso et de l'équipe de réflexion, d'information et de communication des jésuites du Honduras

L'instabilité politique règne au Honduras depuis le coup d'État de l'armée et de l'oligarchie qui a renversé le président élu Manuel Zelaya, en juin 2009¹. C'est donc dans un contexte de crise nationale et après une campagne électorale qui aura duré un an, caractérisée par la fraude et la corruption, que des élections primaires ont eu lieu le 18 novembre dernier afin de désigner les candidats aux élections présidentielles prévues en novembre 2013. Juan Hernández du Partido Nacional au pouvoir, Mauricio Villeda du Partido Liberal et Xiomara Castro – épouse de Manuel Zelaya – du parti Libertad y Refundación seront de la course. Mais ces élections primaires ont confirmé que le processus électoral autant que les partis politiques actuels sont devenus une partie du problème et non de la solution à la profonde crise que vit le pays.

Soutenir la démocratie au moyen d'un processus électoral marqué par des pratiques antidémocratiques, malhonnêtes et délictueuses ne peut conduire qu'à une impasse. Or, les

politiciens honduriens ne sont pas disposés à apprendre des erreurs du passé. Ils continuent d'accumuler tricheries par-dessus tricheries pour accaparer le pouvoir, sans égard à l'il-légalité de leurs gestes. Non seulement ces élections primaires font douter de la transparence des prochaines élections générales, mais elles ont confirmé que les « solutions » avancées jusqu'à présent pour résoudre la crise n'ont été qu'un stratagème pour éviter de chercher un véritable consensus national minimal satisfaisant tous les secteurs de la société. En d'autres termes, on a voulu soigner un malade en phase terminale avec un analgésique pour le mal de tête.

LE DIVERTISSEMENT ÉLECTORAL

Durant les trois années qui ont suivi le coup d'État, le gouvernement aurait pu emprunter, s'il avait voulu, divers chemins pour trouver une solution à la crise nationale. Les secteurs oligarchiques à la tête de l'État ont plutôt opté pour des raccourcis superficiels et à court terme, qui laissent intacts leurs intérêts et privilèges. Le premier de ces raccourcis a été la tenue d'élections générales en 2009, comme si cela pouvait faire oublier le coup d'État. Ces élections se sont déroulées dans un contexte d'irrégularités généralisées et dans un climat de peur. Ceux-là mêmes qui en furent les protagonistes ont avoué s'être mis d'accord pour bourrer les urnes avec plus de votes qu'il n'y avait d'électeurs. La créativité populaire a bien illustré cette manigance en qualifiant le nouveau gouvernement, dirigé par Porfirio « Pepe » Lobo, de Pepe *inflado* (gonflé) ou encore de Pepe *robo* (voleur).

Une fois le gouvernement élu, ce « pacte des élites » s'est poursuivi avec une consigne claire: regagner la confiance de la communauté internationale. À cette fin, des cabinets ministériels multipartistes ont été formés, à la satisfaction de divers grands intérêts et intégrant des députés de l'opposition de droite qui avaient avalisé le coup d'État. On a appelé cela, sans dérision, « un gouvernement d'unité et de réconciliation nationale »!

Peu de temps après, Porfirio Lobo a pris deux autres décisions pour contenter la communauté internationale qui posait comme conditions à la reprise de son aide financière le respect des droits humains et le retour au pays (pas au pouvoir) de Manuel Zelaya, en exil depuis le coup d'État. Premièrement, il a transféré une bonne part du travail de la Commission nationale des droits humains – passablement discréditée après avoir défendu le coup d'État – au Secrétariat d'État à la Justice et aux droits humains. Deuxièmement, il a créé une Commission de vérité et de réconciliation avec des commissaires reconnus nationalement et internationalement. Celle-ci a bien rendu public son rapport en juillet 2011, condamnant le coup d'État et proposant 80 recommandations pour éviter qu'un tel événement se reproduise. Mais le gouvernement semble les avoir oubliées aussitôt après s'être engagé à les mettre en œuvre.

Cette apparente ouverture tramée par l'élite politique et économique s'est poursuivie avec les Accords de Carthagène. Ceux-ci ont été conclus le 22 mai 2011 entre le gouvernement hondurien et l'ex-président Zelaya, grâce à la médiation des présidents Juan Manuel Santos de Colombie et Hugo Chávez du Venezuela, tous deux symbolisant la polarisation idéologique qui divise le Honduras comme





une grande partie de l'Amérique latine. Ces accords ont imposé le retour au pays de Manuel Zelaya et de tous les exilés politiques, la réinsertion du Honduras dans l'Organisation des États américains et la reconnaissance du mouvement de résistance aux putschistes en tant que force politique légitime. Ils sont en quelque sorte le point de passage vers un pacte de gouvernabilité faisant des élections l'espace où les secteurs antagoniques peuvent régler leurs conflits, incluant la gauche qui accepte de participer à un processus électoral dominé par une puissante machine bipartiste de droite.

Cette entente conjoncturelle entre les élites politiques, qui a rendu possible la tenue des élections primaires de novembre dernier, est davantage source d'inquiétude que d'espoir. Car elle laisse intacts les mécanismes qui sabordent l'interaction sociale, à savoir l'impunité qui protège ceux qui renforcent leur pouvoir et accroissent leurs capitaux grâce à la délinquance, la violence et l'illégalité.

La lutte contre l'impunité a malgré tout avancé, presque par hasard, sur une voie parallèle au pacte de gouvernabilité. Elle a réussi à se frayer un chemin dans l'espace public. En effet, l'enquête sur l'assassinat, par des policiers, de deux jeunes universitaires (dont le fils de la rectrice de l'Université nationale autonome du Honduras, le 22 octobre 2011) et du responsable de la lutte contre le narcotrafic, un mois plus tard – a déclenché la révélation d'une série de preuves attestant de la corruption à grande échelle qui sévit au sein de la Police nationale.

Cela a toutefois exacerbé la volonté de vengeance chez les officiers de police et certains fonctionnaires affectés par les remaniements, les congédiements et les menaces d'enquêtes et de poursuites judiciaires à leur endroit. Il faut savoir que les forces policières sont en bonne partie responsables du

triste record mondial de morts violentes que détient le pays, où l'on dénombre entre 86 et 90 homicides pour chaque tranche de 100 000 habitants par an. En décembre 2012, l'Université nationale autonome du Honduras rendait publique une enquête sur la criminalité policière qui révélait, en effet, que la police avait commis au moins 149 assassinats au cours des 23 derniers mois. Afin d'expurger les forces policières de ses éléments corrompus, le gouvernement a certes créé, en mai 2012, la Commission de réforme de la Sécurité publique. Mais celle-ci n'a toujours pas obtenu de budget suffisant pour mener à terme sa mission. De plus, elle se heurte au mur de l'impunité.

CONFRONTATION ET VIOLENCE À L'HORIZON

Un dicton dit: la veille on sait déjà comment se passera la fête. Ainsi, les confrontations vécues pendant la course aux primaires de 2012 laissent présager encore plus de violence et d'instabilité en 2013.

La crise économique que traverse le Honduras n'a rien pour nous rassurer. La monnaie nationale, le lempira, perd de plus en plus de sa valeur par rapport

au dollar. Pour la majorité de la population qui vit pauvrement, cela signifie une augmentation du prix des aliments de base, la perte constante de son pouvoir d'achat et la menace de perdre son travail. En 2012, le chômage a touché près de la moitié de la population active du pays.

Rien de tout cela ne sera prioritaire en cette année électorale, avec un gouvernement qui consacra le temps et les ressources qui lui restent à sa campagne et aux groupes qui exercent le pouvoir réel, à l'intérieur comme à l'extérieur du cadre institutionnel. Au moyen de « pactes politiques », l'élite politique et économique évite constamment d'aller à la racine des conflits qui trouvent leur source dans la violence et l'insécurité sociale, la précarité économique et la concentration des richesses et des ressources entre les mains d'une minorité. Ce faisant, elle augmente le nombre et la gravité des conflits et retarde leur résolution. Les élections présidentielles de 2013 se réaliseront ainsi dans une société plus divisée que jamais. Le défi d'établir un nouveau pacte social sur la base de la participation de tous les secteurs de la société reste entier. ●

Des étudiants réclamant le retour du président Manuel Zelaya affrontaient la police anti-émeute à l'Université nationale de Tegucigalpa, le 5 août 2009. Photo: CP/Arnulfo Franco



1. Lire C. Morin, « Honduras: le coup d'État de l'oligarchie », *Relations*, n° 739, mars 2010.